

Regulatory News (from 19 to 26 January 2026)

Luxembourg – CSSF

CSSF – MiFIR

- **Monitoring the quality of transaction reports received under Article 26 of MiFIR**
(21/01/2026)

La CSSF fait le point sur l'application de l'obligation de transaction reporting imposée aux établissements financiers (banques et entreprises d'investissement) conformément à l'article 26 de MiFIR. Elle présente le nombre d'entités concernées et de rapports reçus, décrit les contrôles de qualité qu'elle effectue régulièrement et ponctuellement pour s'assurer de la fiabilité des données, et souligne les problèmes récurrents constatés dans les rapports, ainsi que les recommandations à l'attention des entités pour améliorer la qualité de leurs rapports. La CSSF rappelle l'importance de données précises, notamment dans des usages récents comme le calcul des volumes de transactions sous le mécanisme de Single Volume Cap. Elle informe aussi de l'évolution du cadre juridique issu de la révision de MiFIR et du lancement par l'ESMA d'un appel à contributions pour simplifier les obligations de reporting.

CSSF – Circular

- **Circular CSSF 26/906**
(20/01/2026)
Central administration, internal governance and risk management
- **New Circular CSSF 26/906 “Central administration, internal governance and risk management” applicable to payment and electronic money institutions**
(20/01/2026)

La CSSF a publié la **Circular 26/906** qui établit un cadre consolidé relatif à l'**administration centrale**, à la **gouvernance interne** et à la **gestion des risques** applicables aux **institutions de paiement** et aux **institutions de monnaie électronique**. Ce texte remplace plusieurs anciennes circulaires (IML 95/120, IML 96/126, IML 98/143 et CSSF 04/155) et vise à renforcer la sécurité, l'efficacité et la fiabilité des services de paiement face à la croissance du secteur.

La circulaire précise notamment :

- les attentes concernant les **organes de gestion** (responsabilités, composition, organisation) ;
- les **fonctions de contrôle interne** et leur fonctionnement ;
- la gestion des **conflits d'intérêts** ;
- le processus d'**approbation de nouveaux produits** ;
- les règles de **sauvegarde des fonds** des clients.

Les institutions concernées doivent **évaluer et adapter leurs dispositifs de gouvernance et de gestion des risques** pour être conformes à cette circulaire **au plus tard le 30 juin 2026**.

- **Circular CSSF 26/905**

(20/01/2026)

Application of the Guidelines of the European Banking Authority on the management of environmental, social and governance (ESG) risks (EBA/GL/2025/01)

CSSF – BaFin product intervention regarding turbo certificates

- **BaFin product intervention regarding turbo certificates**

(20/01/2026)

*The CSSF would like to draw the attention of supervised entities to the following product intervention measure regarding **turbo certificates**, taken by Germany’s “Federal Financial Supervisory Authority” (“BaFin”) and published on its website on 15 October 2025:*

BaFin – Publications & Data – General Administrative Act regarding turbo certificates

The measure is based on Article 42 “Product intervention by competent authorities” of Regulation (EU) No 600/2014 of the European parliament and of the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments (“MiFIR”).

*As a consequence of this measure, entities supervised by the CSSF are prohibited from marketing, distributing and selling turbo certificates to **retail clients domiciled in Germany** except if certain conditions are met.*

Reference is made to the General Administrative Act published by BaFin for the definition of “turbo certificates” and the details of the restriction.

*The measure is effective from **16 June 2026**.*

CSSF – ML/TF

- **Publication of the update of the ML/FT Sub-Sector Risk Assessment on Specialised Professionals of the Financial Sector providing corporate services (trust and company service provider activities)**

(20/01/2026)

La CSSF a **actualisé son évaluation des risques sous-sectoriels ML/FT** concernant les professionnels spécialisés (*Specialised PFS*) qui offrent des services de constitution de sociétés, de fiducie, de domiciliation, de secrétariat ou de *directorship*. Cette mise à jour s’appuie sur les évaluations nationales récentes (y compris l’évaluation nationale des risques ML 2025) et sur le **rapport mutuel d’évaluation du GAFI 2023**.

L’analyse inclut de **nouveaux chapitres et annexes**, notamment sur les risques de **financement du terrorisme**, de **financement de la prolifération** et d’autres risques émergents. Elle propose des **recommandations actualisées** pour aider les entités supervisées à adapter leurs dispositifs AML/CFT. La CSSF attend que toutes les entités fournissant des

services TCSP intègrent ces conclusions et recommandations dans leurs cadres de gestion des risques et de conformité, afin de continuer à atténuer efficacement les risques ML/FT.

CSSF - Newsletter

- **CSSF Newsletter No 300 - January 2026**
(21/01/2026)
Discover the latest publications of the CSSF and the statistics relating to the financial sector

CSSF – Warnings

- **Warning concerning fraudulent activities by persons misusing the name of A&P Selective Investment Fund S.C.A., SICAV-FIAR**
(23/01/2026)

CSSF – Statistics

- **Main updated figures regarding the financial centre**
(21/01/2026)
Extract from the CSSF Newsletter No 300 – January 2026

CSSF – Technical documents

- **Resolution Reporting Requirements – track changes**
(20/01/2026)
- **URR – UCITS identifiers**
(20/01/2026)

France – AMF et ACPR

ACPR – Nominations

- **Emmanuelle Assouan est nommée secrétaire générale de l'ACPR et Xavier Debrun est nommé chef-économiste de la Banque de France**
(23/01/2026)

ACPR – Immobilier

Analyses et Synthèses : Le financement de l'immobilier commercial (23/01/2026)

L'ACPR reprend les **résultats d'une étude publiée en août 2025** sur le **financement de l'immobilier commercial par les banques françaises en 2024**, fondée sur une **enquête semestrielle auprès des cinq principaux groupes bancaires français** (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel).

Le **marché de l'immobilier commercial en France est resté dégradé en 2024**, avec une faible activité d'investissement et une baisse continue des prix. L'**exposition des banques à ce secteur est restée stable et limitée**, représentant environ 543 milliards d'euros ($\approx 6,4$ % de leurs bilans), principalement sous forme de concours bancaires. Les **concours à l'immobilier commercial** présentent globalement des **fondamentaux solides** (majoritairement à taux fixe et amortissables), mais les **crédits aux professionnels de l'immobilier** ont des caractéristiques plus risquées (plus de taux variables, plus de prêts in fine, maturités plus courtes). Les **indicateurs de risque (LTV, DSCR, ICR) restent plutôt bien orientés**, mais on observe une **détérioration du risque de crédit global** ainsi que des **segments plus vulnérables**, notamment les **actifs en construction**, les **marchands de biens**, et les **biens situés en dehors de France**.

En résumé, l'ACPR constate une **expérience prudentielle globalement maîtrisée**, mais attire l'attention sur certains **points de vigilance** dans le financement de l'immobilier commercial.

- **Analyses et Synthèses : Le financement de l'habitat**
(23/01/2026)

L'ACPR présente les **résultats d'une étude publiée en août 2025** sur le **financement des prêts à l'habitat en France** entre début 2024 et la première partie de 2025. L'analyse s'appuie sur une enquête annuelle auprès des principaux établissements de crédit et les données macroprudentielles disponibles.

La **production de crédits immobiliers a repris** depuis début 2024, portée par une **baisse des taux d'intérêt** et une progression continue de la production mensuelle, notamment pour les primo-

accédants. Le **modèle français de crédit à l'habitat reste solide**, avec une large majorité de **taux fixes**, de **prêts garantis** et une politique d'octroi fondée sur la solvabilité des emprunteurs. La **part de crédits présentant des caractéristiques plus risquées** (fort taux d'effort ou longues durées) demeure **inférieure aux seuils macroprudentiels**, et l'**endettement des ménages** a diminué. Cependant, on observe une **hausse du risque de crédit**, avec un **taux d'encours douteux en légère augmentation** à fin 2024.

Cette publication met en relief une **reprise du marché du crédit immobilier** tout en soulignant que les **risques restent globalement contenus mais à surveiller**.

ACPR – Mise en garde

- **L'ACPR met en garde la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres contre la poursuite de ses pratiques de gouvernance et de commercialisation d'offres groupées de services**
(20/01/2026)

L'ACPR a adressé une mise en garde à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente-Maritime Deux-Sèvres après un **contrôle sur place** qui a révélé des **lacunes importantes dans la gouvernance** et le **suivi des offres groupées de services** commercialisées par la banque (par exemple, compte bancaire + services annexes + assurances).

Ces insuffisances sont jugées susceptibles de **porter atteinte aux intérêts des clients**, notamment parce que certains services ou garanties d'assurance inclus n'étaient pas adaptés aux besoins des usagers et sans analyse critique suffisante de la caisse.

L'ACPR rappelle que les établissements doivent mettre en place une **gouvernance solide**, analyser l'**intérêt économique des produits pour les clients**, et disposer de **mécanismes d'alerte** pour détecter et corriger rapidement tout impact négatif sur la clientèle.

AMF – Listes noires

- **Listes noires des sociétés et sites non autorisés : Forex, options binaires, biens divers, produits dérivés sur crypto-actifs, usurpations...**
(26/01/2026)

AMF – Commission des sanctions

- **19e colloque de la Commission des sanctions**
(26/01/2026)

Le 5 octobre 2026 aura lieu le 19e colloque de la Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers. Ce rendez-vous accueille chaque année professionnels des marchés financiers et du droit, universitaires et journalistes à l'occasion d'une demi-journée.

AMF – RCCI et RCSI

- **26e Journée de formation des RCCI et des RCSI**

(26/01/2026)

Chaque année, la journée de formation des RCCI et des RCSI organisée par l'Autorité des marchés financiers rassemble les professionnels de la conformité et du contrôle interne. Cette journée a pour objectifs de faciliter votre travail de veille réglementaire, de vous sensibiliser aux nouveaux textes à venir et de vous permettre d'approfondir vos connaissances.

(17 mars 2026 de 08 :30 à 16 :30)

AMF – Lanceur d'alerte

- **Lanceur d'alerte : notification de potentielles infractions à la réglementation**

(23/01/2026)

L'AMF a mis en place un **dispositif de réception et de traitement des alertes** permettant à toute personne de **signaler, de manière strictement confidentielle, des violations potentielles des règles financières** (textes européens, code monétaire et financier ou règlement général de l'AMF) pour lesquelles l'AMF assure la surveillance.

Ce système est réservé aux **informations non publiques** et s'appuie sur des **procédures internes détaillées** (instruction DOC-2018-13). L'AMF garantit la **confidentialité** de l'identité du lanceur d'alerte, des personnes visées et des informations reçues. Le dispositif ne traite **que certains types d'infractions relevant de sa compétence** : s'il s'agit de faits relevant d'autres autorités (par exemple l'ACPR ou les autorités fiscales), l'AMF peut **rediriger l'alerte** vers l'organisme compétent. Enfin, des **garanties légales de protection** contre les représailles sont prévues pour les lanceurs d'alerte qui signalent de bonne foi.

AMF – Investissement

- **Lettre Épargne Info Service n°51 - Janvier 2026**

(23/01/2026)

- **Synthèse des contrôles SPOT sur l'implication de la fonction de vérification de la conformité dans le cadre de certains processus transverses**

(23/01/2026)

Cette campagne de contrôles SPOT, déclenchée en 2024, est le premier volet consacré à la fonction de vérification de la conformité et du rôle qui est le sien dans certains processus transverses. Axé sur les prestataires de services d'investissement (ci-après « PSI ») exerçant l'activité de banque de financement et d'investissement (ci-après « BFI »), cet exercice se poursuivra en 2025 par un second volet portant cette fois sur d'autres acteurs et sur un nombre plus limité de thèmes. Cette revue s'inscrit dans le cadre des priorités de supervision annoncées en 2024 et confirmées pour 2025.

AMF – Sanctions

- **La Commission des sanctions de l'AMF sanctionne un prestataire de services d'investissement et son dirigeant pour un montant total de 850 000 euros**
(22/01/2026)

Dans sa décision du 20 janvier 2026, la Commission des sanctions a prononcé à l'égard du prestataire de services d'investissement Makor Securities Paris et de son dirigeant, M. Yankel Hassan, des sanctions pécuniaires de respectivement 700 000 euros et 150 000 euros en raison de défaillances dans le dispositif de détection des abus de marché. Elle a également infligé à chacun d'eux un avertissement.

AMF – Supervision

- **L'AMF publie les enseignements de ses contrôles sur le rôle et l'implication de la fonction de conformité des prestataires de services d'investissement**
(20/01/2026)

« L'AMF publie les enseignements de ses contrôles sur le rôle et l'implication de la fonction de conformité des prestataires de services d'investissement ».

L'AMF a publié les constats d'une campagne de contrôles thématiques (SPOT) menée auprès de quatre prestataires de services d'investissement (PSI) exerçant en banque de financement et d'investissement. Ces contrôles visaient à évaluer le rôle et l'implication de la fonction conformité dans plusieurs processus transverses (formation, rémunération, mesures disciplinaires, transactions personnelles).

Principaux enseignements :

- La fonction de conformité est généralement bien impliquée dans les mesures disciplinaires et la surveillance des transactions personnelles.
- En revanche, son accès aux données clés, notamment celles relatives à la rémunération variable, est souvent limité, ce qui peut réduire l'efficacité des contrôles mis en œuvre.
- Sur la formation réglementaire, la conformité joue un rôle d'expert, mais l'implication varie selon les établissements.

L'AMF identifie de bonnes pratiques (comme l'intégration de critères de conformité dans les évaluations des collaborateurs) et des points d'amélioration (accès aux données, compétences de la fonction conformité), et annonce un second volet de contrôles sur d'autres acteurs et thèmes à venir.

UK – FCA

FCA – Crypto-assets

- **FCA seeks feedback on further rules for cryptoasset firms**
(23/01/2026)

The UK's Financial Conduct Authority (FCA) has launched the **final stage of its consultation on proposed rules for cryptoasset firms** as it continues implementing its crypto regulatory roadmap.

The FCA is asking for **feedback by 12 March 2026** on detailed proposals for how existing and new regulatory standards should apply to firms carrying out **regulated cryptoasset activities**.

The consultation covers areas including:

- how the **Consumer Duty** should apply to cryptoasset firms to ensure good outcomes for retail customers;
- **conduct of business rules** for fair, transparent operations;
- **complaints handling and redress mechanisms**;
- **safeguarding of assets**, staff competency standards, **reporting obligations**, and **location policy** expectations for firms.

These proposals build on earlier consultations and aim to create a competitive, sustainable crypto market that protects consumers while enabling innovation to flourish.

The FCA expects the **authorisation gateway for crypto businesses** to open in **September 2026**, as part of the new regime under the **Financial Services and Markets Act**.

- **GC26/2: Application of the Consumer Duty to cryptoasset firms [pdf]**
(23/01/2026)
This Guidance explains how firms involved in cryptoasset activities should apply the Consumer Duty.
- **CP26/4: Application of FCA Handbook for regulated cryptoasset activities – part 2 [pdf]**
(23/01/2026)
Read the FCA's proposed rules and guidance for firms conducting regulated cryptoasset activities.
- **GC26/2: Application of the Consumer Duty to cryptoasset firms**
(23/01/2026)
We are consulting on our proposed guidance on the Consumer Duty for cryptoasset firms.
- **CP26/4: Application of FCA Handbook for regulated cryptoasset activities – part 2**
(23/01/2026)
We are consulting on our proposed rules and guidance for firms conducting regulated cryptoasset activities.

FCA – Securities

- **New regime for securities and what consumers should look out for**
(23/01/2026)

The **Financial Conduct Authority (FCA)** explains that a **new regulatory regime for public offers of securities and admissions to trading** has come into force in the UK as of **19 January 2026**, under the **Public Offers and Admissions to Trading Regulations 2024 (POATRs)**.

Key points for consumers:

- The regime sets **new rules and standards** about when and how a company can **offer securities to the public** (e.g., shares, bonds, mini-bonds, loan notes).
- Some securities like **mini-bonds and loan notes** are **high-risk**; consumers should understand the risks and make sure the firm offering them is **FCA-authorised**.
- If a firm isn't authorised by the FCA, investors may **lose key protections**, such as access to the **Financial Ombudsman Service** or the **Financial Services Compensation Scheme** if something goes wrong.

The FCA uses the publication to **warn consumers to be cautious** and to check authorisation status before investing in securities under the new regime.

FCA – Growth

- **Screening for success: Opening the gateway to growth**
(22/01/2026)

The FCA emphasises that it is **open for business** and committed to making its **authorisations gateway** efficient while maintaining **high regulatory standards**. It compares the authorisation process to airport security—essential for safety but designed to **facilitate access rather than block it**.

The FCA has **significantly reduced application processing times**, and most authorisations are now completed within statutory deadlines; half of new firm applications are now decided within 4 months. The FCA is **digitising processes** and exploring new tools (e.g., responsible AI use) to accelerate assessments further without lowering standards. The regulator encourages early **engagement with firms** through its pre-application support services, aiming to improve application quality and clarity.

New initiatives, such as **'Minded to Approve' communications**, dedicated authorisation officers for sandbox firms, expanded support units, and international outreach, are aimed at helping firms start, scale, and grow in the UK market.

The overall message is that the FCA wants to be a **collaborative, growth-friendly regulator**, balancing **consumer protection** with support for innovation and market entry.

FCA – Open banking pricing models

- **Regulators give clarity in relation to open banking pricing models**

(20/01/2026)

The Financial Conduct Authority (FCA) and the Payment Systems Regulator (PSR) issued a **joint statement** clarifying their position on **pricing models in open banking**, specifically around the centralised “access fee” model being developed by the UK Payments Initiative (UKPI) for commercial Variable Recurring Payments (cVRPs).

The regulators said they will **not, at this stage, prioritise a Competition Act 1998 investigation** into UKPI’s proposed pricing model. This gives the initiative **certainty to continue developing its cVRP product** without immediate enforcement action under competition law. cVRPs are an emerging open banking payment technology that enables consumers to give trusted third parties **secure, recurring access to manage payments** on their behalf, potentially offering more flexibility and lower costs for businesses.

The **Competition and Markets Authority (CMA)** was consulted and confirmed that it does not currently intend to take a different prioritisation approach. This stance is **temporary**, pending a future legislative framework expected by the **end of 2026** (or by **July 2027** if later), during which time the FCA and PSR will continue to **monitor developments** and review pricing methodologies.

FCA – Accelerated Settlement Taskforce (AST) report

- **FCA welcomes the Accelerated Settlement Taskforce’s 2025 report on T+1 progress**

(26/01/2026)

The latest Accelerated Settlement Taskforce (AST) report updates on the significant progress made towards the move to T+1.

Europe – ESMA

ESMA – Fund Management

- **Register of authorised European long-term investment funds (ELTIFs)**

ESMA34-46-101 (26/01/2026)

ESMA – Guidelines

- **Notifications of Compliance with Guidelines – Overview Table**

ESMA42-110-812 (22/01/2026)

- **ESMA Guidelines**
ESMA42-646012687-331 (22/01/2026)

ESMA – Compliance table

- **Compliance table on the Joint ESAs Guidelines on the system for the exchange of information relevant to fit and proper assessments**
JC 2025 57 (22/01/2026)

ESMA – CSD

- **CSD Register**
ESMA74-1194755578-334 (22/01/2026)

ESMA – MiCA

- **Summary of Conclusions MiCA Delegated Project - December 2025**
ESMA22-1669215091-6512 (21/01/2026)

ESMA – Board of Supervisors

- **Summary of Conclusions Board of Supervisors - December 2025**
ESMA22-1669215091-6305 (21/01/2026)

ESMA – Benchmarks

- **Public statement on transitional provisions under the BMR review**
ESMA81-1841807023-996 (21/01/2025)